

Initiatives ministérielles

qui compte aujourd'hui pour une partie importante de son Budget.

Une étude de 1983 a permis de constater que des retombées économiques d'au-delà de 2 milliards de dollars ont résulté d'un investissement gouvernemental de seulement 150 millions de dollars. Autrement dit, les compagnies qui ont participé à ce programme ont réalisé des ventes de l'ordre de 2 milliards de dollars avec un investissement de seulement 150 millions de dollars.

J'aimerais ajouter que selon une évaluation entreprise par le gouvernement conservateur, c'est ce Programme PARI qui est le programme gouvernemental le plus populaire dans l'entreprise privée. Pourquoi ce programme est tellement populaire, monsieur le Président? Pourquoi recevons-nous des retombées aussi importantes? C'est parce que ce programme est étroitement lié aux laboratoires du Conseil national de recherches, parce qu'on pouvait compter sur les scientifiques pour évaluer un projet pour déterminer si celui-ci était réalisable ou non.

Monsieur le Président, c'est sur ce point-là que je terminerai mes commentaires aujourd'hui. J'ose croire que je vous ai démontré l'importance de ne pas oublier la recherche fondamentale, mais au contraire au besoin absolument fondamental de poursuivre les efforts de recherche fondamentale pour nous permettre d'avoir une activité industrielle importante.

Mme Suzanne Duplessis (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Sciences et Technologie)): Monsieur le Président, pour commencer, je voudrais assurer mon honorable collègue, dont je sais l'intérêt pour tout ce qui touche la science et la technologie, que le gouvernement reconnaît absolument l'importance de la recherche fondamentale. Mais par contre, on le reconnaît tout aussi bien, tant au niveau du Conseil national de recherches que dans les universités, et on le reconnaît comme une assurance nationale pour nous aider à faire face aux besoins sociaux et aussi pour les besoins nationaux visant à assurer la compétitivité nationale.

J'aimerais citer à l'honorable député quelques chiffres pour comparer comment les autres pays investissent dans la recherche fondamentale. Au Canada, il est investi 14 p. 100 des budgets des sciences et de la technologie en recherche fondamentale. En France, c'est 15 p. 100, en Allemagne, 12 p. 100, au Japon, 7 p. 100 et aux États-Unis, 4 p. 100.

Alors, monsieur le Président, je pense que le gouvernement canadien fait sa part au niveau de la recherche fondamentale. Mais je veux répéter au député que ce n'est pas parce qu'en 1985 il a été demandé à la direction du Conseil national de recherches de soumettre un plan quinquennal, comme on le demande aussi maintenant, que les fonds finissent pour cette année et qu'ils vont le soumettre pour les cinq prochaines années. . . cela ne

veut pas dire que parce qu'on soumet un plan quinquennal, que la recherche fondamentale va être laissée de côté. On est un gouvernement qui prévoit, qui sait où il va et qui a des demandes précises.

Et concernant le Programme PARI auquel mon collègue a fait des commentaires, je voudrais lui rappeler que le budget ne réduit pas le financement du Programme PARI. En fait, le budget déclare que les subventions et contributions relevant du Conseil national de recherches ne changeront pas par rapport au niveau établi précédemment. Il est donc possible que certains éléments du Programme PARI soient régis par des nouvelles politiques et pratiques qui assortiront l'aide aux entreprises à des conditions plus comparables à celles du secteur commercial.

Alors, je voudrais aussi l'aviser que prochainement le président du Conseil du Trésor élaborera des marches à suivre pour la mise en oeuvre de cette politique, et se chargera également de communiquer toute cette annonce. Quoi qu'il en soit, la décision n'affectera pas les demandes reçues avant le 19 février, qui sont déjà dans le système.

Le gouvernement reconnaît que le Programme PARI est le programme le plus efficace à l'aide à l'industrie, et il est très engagé.

Je veux répéter à mon collègue que pour le gouvernement, la recherche fondamentale est très importante.

M. David Berger (Saint-Henri—Westmount): Monsieur le Président, l'honorable secrétaire parlementaire confirme d'une certaine façon mon argumentation. Elle compare le niveau de recherche fondamentale au Canada par rapport à la France, au Japon et aux États-Unis, par la situation dans nos universités, par rapport au CNRC, mais elle semble avoir oublié qu'à la fin de la journée, le Canada ne fait que la moitié de ces autres pays, que nous accusons un retard et une faiblesse incroyables dans notre recherche et développement par rapport à ce qui se fait dans d'autres pays.

• (1320)

Alors, au lieu de me citer tous les éléments de sa stratégie et au lieu de me sortir toutes les statistiques, j'aimerais bien simplement lui poser une question très simple.

Son leader, le premier ministre nous a dit avant sa première élection qu'il entendait doubler l'effort canadien en recherche et développement au cours de son premier mandat. On sait que c'est le contraire qui est arrivé. Les dépenses canadiennes de recherche et développement ont chuté depuis l'élection du gouvernement. Alors, qu'est-ce que ce gouvernement entend faire justement pour augmenter la recherche canadienne pour qu'on soit au niveau des autres pays?